

Le Démocrate

PRIX : 3000 FG

N° 1104 DU MARDI 28 DECEMBRE 2021 * ZONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS



P.2

Réconciliation Dadis-Konaté

Un acteur politique pense que «ça y va dans l'intérêt de la stabilité de notre pays»

Djani Alfa

« Le pardon est vraiment nécessaire pour les Guinéens »

P.3

Enseignement pré-universitaire

« Moi je suis pour le principe de détruire ces téléphones », a soutenu Aboubacar Soumah

P.4

Transition

En rang serré, les partis politiques publieront un mémo dans les prochains jours



P.2

Elections présidentielles, FNDC, ANAD

Thierno Yaya Diallo sort du bois !

Elections présidentielles, FNDC, ANAD

Thierno Yaya Diallo sort du bois !

Joint par téléphone par un de nos reporters le mardi 21 décembre, le président du parti Guinée Moderne (G.M) décide de sortir du silence. Depuis le renversement du pouvoir Condé, ce parti n'a presque pas communiqué pourtant son président a accompagné le président de l'UFDG lors de la présidentielle 2020. Selon Thierno Yaya Diallo, le parti est en train de travailler sur le terrain pour défendre les acquis démocratiques. Lisez !



Bonjour M. Thierno Yaya Diallo ! Votre parti est absent lors des prises de décisions, qu'est-ce qui se passe ? Vous avez peur désormais de prendre la parole ?

La Guinée Moderne n'est pas absente de la chaîne politique. Nous sommes en train de travailler sur le

terrain à défendre les acquis démocratiques et insister à ce qu'il y ait une propre alternance en Guinée, donc la Guinée Moderne se porte très bien.

Votre parti était membre de l'ANAD. Est-ce que vous êtes toujours membre de cette alliance ?

Oui ! La Guinée Moderne fait partie des partis politiques qui ont mis le cadre de l'ANAD en place pour soutenir le candidat de l'UFDG El hadj Cellou Dalein Diallo.

Pourtant certains leaders sont très clairs, l'ANAD n'a plus raison d'exister, vous n'avez rien fait pour arrêter la modification de la constitution, vous n'avez pas pu mobiliser la population pour battre Alpha Condé. Comment peut-on aujourd'hui mesurer la vitalité de l'ANAD sur le terrain ?

L'ANAD, c'est la structure qui a gagné ces élections. Aujourd'hui, nous sommes en train de défendre la démocratie, défendre l'alternance et défendre les acquis démocratiques de la République de Guinée. Donc c'est le seul mécanisme aujourd'hui qui est en train d'appeler des

autres partis prenants afin qu'ensemble et collectivement on puisse défendre la démocratie guinéenne. Et l'ANAD a absolument sa raison d'être. Vous le constatez bien sur le terrain la présence de l'ANAD. L'ANAD continue à interpeller, continue à mobiliser la communauté autant au niveau national qu'international afin que les faiblesses de la démocratie guinéennes soient vues et que tout le monde ait la chance de contribuer à soutenir les acquis démocratiques. Si vous avez vu l'objectif de l'ANAD dès après les élections, l'ANAD a œuvré à ce qu'on décrédibilise notre CENI parce que cette CENI a fabriqué dans ses laboratoires des résultats. L'ANAD s'est mis en collaboration avec le parti du candidat de l'UFDG et les autres. Il y a plus de 35 partis politiques et plus de 500 mouvements qui faisaient partie de l'ANAD,

alors aujourd'hui malgré que notre victoire ait été volée, l'ANAD continue à se mobiliser pour défendre cette victoire au tant national qu'au niveau international.

Vous avez vu récemment le soutien que nous sommes en train d'avoir au niveau de la communauté internationale. Les députés Européens, les Etats Unis et tous les pays sérieux qui jusqu'à présent tardent de reconnaître M. Alpha Condé, donc ça c'est les acquis de l'ANAD. Nous sommes privés du pouvoir, privés de faire nos marches et nos revendications.

En allant aux élections présidentielles, vous vous êtes retirés du Front national pour la défense de la constitution (FNDC), est-ce que depuis vous avez tourné la page du FNDC ?

Ce n'est pas un retour en tant que tel, nous sommes tous membres du FNDC, le

FNDC a pensé à un moment qu'il fallait seulement faire le combat dans la rue pendant que certains partis politiques se sont dit oui, on peut faire ce combat autant dans la rue, mais aussi n'oubliez l'aspect politique. Imaginez si on n'était pas parti aux élections présidentielles, si on avait laissé le chemin libre au président Alpha Condé de se présenter, de changer la constitution et d'aller aux élections, on se serait totalement trompé. L'ANAD et son candidat ont eu le courage d'aller aux élections, ont pris le courage d'aller battre et vaincre M. Alpha Condé aux urnes. Nous avons une raison de continuer à défendre cette victoire donc c'était vraiment une bonne décision d'aller aux urnes.

Transcrit par Alpha Amadou Diallo

Koubia (Labé)**Treize écoles fermées pour manque d'enseignants**

La préfecture de Koubia située à 60 km de la région de Labé, est confrontée à un manque criard d'enseignants depuis plusieurs années. Face à cette situation treize écoles ont dues fermées ses portes.

Ce manque d'instituteurs dans les écoles primaires a entraîné la fermeture de treize (13) écoles. Cette préfecture qui totalise 145 écoles primaires ne dispose que de 189 enseignants dont 129 contractuels communautaires. Et c'est seulement 60 enseignants qui ont été pris en charge par l'Etat pour 145 écoles. Et les autres sont payés et logés par les parents d'élèves à travers l'APEAE.

Cette situation a occasionné la fermeture de ces 13

écoles primaires qui sont entre autres : Thiekéré et Dalaba (Commune urbaine), Sangama, kerawani et Fello Sountou (sous-préfecture de Fafaya), Dandoun, Doubbhel, Madina Salliya et Hafia (sous-préfecture de Pilimini), Ley Séré, Hafia Missira et Madina (sous-préfecture de Gadha Woundou), Youssoufouya (sous-préfecture de Matakaou).

Après ce 31 décembre, et la mise à la retraite de plusieurs fonctionnaires

dans la préfecture, le fossé ne va continuer qu'à se creuser. Des recrutements doivent être faits d'urgence pour éviter que la liste de ces écoles fermées ne se rallonge à Koubia et ailleurs.

Au secondaire, le tableau dressé est presque le même, beaucoup de matières ne sont pas enseignées dans les différents collèges de la préfecture.

Amadou Tidiane Diallo

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26
68 Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression : SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site www.kefinafasso.com

Réconciliation Dadis-Konaté

Un acteur politique pense que «ça y va dans l'intérêt de la stabilité de notre pays»

Le colonel Mamadi Doumbouya a réconcilié les deux anciens présidents de la transition 2008-2010. Le président d'honneur de l'UGDD a fait savoir que la réconciliation opérée entre le capitaine Moussa Dadis Camara et le Général Sekouba Konaté est un pas important dans la stabilité du pays.

Selon Keamo Bogola Haba,

réconcilié les deux anciens officiers de l'armée est un acte d'apaisement dans le cadre de la réconciliation nationale.

« Ils ont tous des partisans au sein des forces de défense et de sécurité. Et donc les unir, c'est unir l'armée. Le plus gros bénéficiaire de cette rencontre de réconciliation c'est de trouver notre armée

unie puisque ça y va dans l'intérêt de la stabilité de notre pays. Donc c'est une bonne chose naturellement le Colonel Mamadi Doumbouya est en train de poser des actes extrêmement importants », a-t-il indiqué le lundi 27 décembre 2021 chez nos confrères de FIM FM.

Amadou Tidiane Diallo

Fêtes de fin d'année

1500 agents de la police déployés sur le terrain

Le ministère de la sécurité et de la protection civile compte déployer 15000 agents de la police à travers le pays lors des fêtes de fin d'année. Dans un communiqué publié par le département, le ministre Bachir Diallo rassure les citoyens quant à leur sécurité.



Ci-dessous l'intégralité du communiqué :

A l'instar des autres pays

du Monde, les fidèles chrétiens de Guinée ont célébré dans la joie et dans l'allégresse, la fête de Noël par des prières nocturnes du 24 au 25 Décembre 2021, marquant l'an 2021 de la naissance de Jésus Christ.

A cet effet, pour assurer la libre circulation, la protection des personnes et des biens, ainsi que des lieux de culte, de loisirs et des sites de rassemblement, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a déployé un effectif de 6000 fonctionnaires de police dont 4500 à Conakry et 1500 à l'intérieur du pays.

Toutefois, six (06) cas d'accident ont été enregistrés dont trois (03) à Conakry et trois (03) à l'intérieur du pays, précisément dans les préfectures de Beyla, N'Zérékoré et Kindia.

Aucune perte en vie humaine n'a été signalée.

Le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile félicite l'ensemble du personnel de Police et de la Protection civile et souhaite une bonne fête de Noël à toutes et à tous.

Le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

Djanii Alfa

« Le pardon est vraiment nécessaire pour les Guinéens »

Plus d'une centaine de personnes ont perdu la vie depuis la disparition du feu Général Lansana conté le 22 décembre 2008, en cultivant les bases légales de la démocratie. Selon le rappeur Djanii Alfa pense que justice doit être rendue pour ces " martyrs" afin qu'ils se reposent en paix.



Devenu farouche opposant au troisième mandat du président déchu Alpha Condé, le rappeur Alpha Midaou Bah alias Djanii Alfa a invité la justice guinéenne à faire la lumière sur les violences d'Etat en Guinée

plus précisément le massacre du 28 septembre 2009 afin d'honorer la mémoire des victimes et permettre à leurs familles de faire leur deuil. « Le retour de l'ancien chef de la junte est une occasion de faire la

lumière sur le massacre du 28 septembre et honorer la mémoire des victimes. Si nos morts ne reposent pas en paix, nous ne pouvons pas vivre en paix. Et ça, il faut que les Guinéens le comprennent. Chacun d'entre nous a envie d'être bien avec les autres Guinéens, mais cela ne se fera pas sans le respect de nos martyrs, sans la justice. Il y a des malheurs qui nous arrivent, on ne s'en rend pas compte. On a trop de personnes qui sont décédées, il faut qu'elles se sentent en paix », plaide l'artiste.

Par ailleurs, l'activiste de la société civile estime que pour réconcilier les

Guinéens, il faut que la justice fasse son travail. Celui de rendre justice aux victimes de violence d'Etat en Guinée: « si nos morts ne reposent pas en paix, nous ne pouvons pas vivre en paix. Il faut qu'on réclame tous la justice. La justice n'est pas simplement faite pour punir (...). C'est à la justice de réparer les torts. Que ceux qui ont fait du mal demandent pardon à ceux à qui ils ont fait du mal. Nous sommes un pays laïc. Les Guinéens, à 99 %, sont tous croyants. Donc le pardon est vraiment nécessaire pour les Guinéens », a-t-il lancé.

Amadou Tidiane Diallo

Enseignement pré-universitaire

« Moi je suis pour le principe de détruire ces téléphones », a soutenu Aboubacar Soumah

Au cours de la semaine dernière les Guinéens ont observé, à travers les réseaux sociaux et la presse, l'incinération de plus de 300 téléphones saisis lors des derniers examens nationaux. C'était sur ordre de l'actuel ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Education, Guillaume Hawing.



Une situation qui a suscité des vagues de réactions nationales. Chacun y va de son commentaire et de son appréciation. C'est le cas notamment du syndicaliste Aboubacar Soumah, secrétaire général du Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée (SLECG).

Contrairement à la plupart des personnes qui ont commenté cette actualité, le camarade Aboubacar Soumah a dit soutenir cette décision du ministre Guillaume Hawing..

Selon lui, « si les enfants viennent avec les téléphones dans le but de tricher, or ce sont les examens nationaux que nous voulons crédibles parce que c'est dans l'intérêt de la nation. Maintenant, si on saisit ces téléphones, on ne va plus les retourner, c'était de la fraude... je ne condamne pas en tout cas le gouvernement, pour avoir détruit ces téléphones ».

« Contrairement à l'avis de certains, ajoute-t-il, moi je suis pour ça (incinération

des téléphones). Parce qu'il faut mettre un frein à cette pratique, il faut que notre éducation soit de qualité et c'est en prenant ces mesures-là. Faire en sorte que ceux qui seront admis soient vraiment les méritants. Et moi je suis pour le principe de détruire ces téléphones, ça donnera l'exemple aux autres ».

Le camarade Aboubacar Soumah a par ailleurs encouragé le ministre en charge de l'Education pré universitaire à toujours œuvrer dans ce sens. Avant de rappeler également à ce dernier « qu'il n'est pas venu organiser les examens. Il est venu pour que l'enseignement en Guinée soit un enseignement de qualité et cela ne peut commencer que par la première année, ensuite suivre le processus d'évolution des enfants jusque dans les classes d'examen. On doit s'assurer que tous les enfants qui arrivent en 6ème année puissent lire et écrire correctement ».

Guinee7.com

Transition

En rang serré, les partis politiques publieront un mémo dans les prochains jours

Les différentes plateformes des partis politiques se sont réunies à huis clos ce lundi 27 décembre, au siège de la CORED, à Dixinn Bora, dirigée par Mamadou Sylla. L'objectif de cette énième rencontre est de rencontrer les coalitions et leaders politiques qui n'étaient pas représentés à la réunion du 20 décembre dernier.



Ont entre autres répondu présents à cette rencontre, le président de l'UFDG Cellou Dalein Diallo, Mamadou Sylla de l'UDG, Dr Faya Millimouno du BL, Dr Ousmane Doré du MND, Makalé Traoré du PACT, Makalé Camara du FAN, Ibrahima Sory Diallo de ADC-BOC et, Dr Sékou Koureïssy Condé de ARENA.

Le porte-parole de circonstance des coalitions présentes, Dr Sékou Koureïssy Condé est revenu sur les différents points qui ont été débattus : « C'est dans le souci de manifester et de consolider l'unité de la

classe politique guinéenne. À cet effet, nous sommes convenus de conforter cet élan de rassemblement. Premièrement, en restant tous ensemble, mobilisés pour la même cause. Et deuxièmement, à nous réunir prochainement au siège de l'UFDG avec l'ensemble des composantes de partis politiques guinéennes et définir les grandes lignes de ce qui va être la conduite ou les propositions de la classe politique guinéenne pour l'accompagnement de la transition.»

Poursuivant, le président de

ARENA d'ajouter : « nous avons effectivement travaillé sur un mémorandum qui a été proposé à l'ensemble des composantes et signé par l'ensemble des partis politiques représentés au sein de cette plateforme. Le mémorandum sera certainement publié dans les heures qui viennent.»

Plus loin, Dr Sékou Koureïssy Condé a laissé paraître qu'ils [les coalitions des partis politiques] vont se retrouver le jeudi 30 décembre prochain au siège de l'UFDG pour la suite des débats.

Mamadou Yaya Barry

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Durée de la transition**Faya Milimono du BL pas pressé**

La feuille de route de la transition, a été présentée au président Mamadi

Doumbouya par le premier ministre Mohamed Bévogui. « Nous pensons

que beaucoup d'actes qui devront être posés sont cités dans cette feuille de

route. Nous attendons d'avoir un chronogramme qui va aligner ces activités les unes après les autres pour nous prononcer sur le reste », a réagi Faya Milimono, président du Bloc Libéral sur cette feuille de route.

Dans la même lancée, Faya Milimono s'est prononcé sur le délai de la transition : « Je sais que beaucoup souhaiteraient que nous fassions de cette période transitoire une question de délai. Au nom du Bloc Libéral, je l'ai dit et je le répète la question du délai si elle est trop centrale par rapport à ce que nous avons à faire nous passerons encore à côté. » Et de rappeler, « il y a une dizaine d'années, nous avons eu une période

transitoire, c'était le même discours. Il faut nous dire quand on va finir, alors on a fini, 11 ans après on est à la case départ. Je crois que les grandes lignes de ce qui doit être fait, ayant été donné, il y a des rencontres qui sont en train d'être organisées vous avez vu la classe politique qui se retrouve, au niveau de l'ensemble de la composante de la nation comme l'a prévu le président Mamadi Doumbouya, les discussions se feront et nous allons nous entendre sur un délai. Mais tous veulent entendre un délai, on ne peut dire un délai si on ne s'entend sur ce qui va être fait ».

Bhoye Barry

Départ du syli pour Kigali**« Nous n'avons pas une situation assez claire », regrette Sega Diallo**

La fédération guinéenne de football est dans la dernière ligne droite pour les préparatifs de la CAN Total 2021. La prochaine coupe d'Afrique des Nations va se tenir en terre camerounaise du 09 janvier au 06 février 2021. Qualifiée pour la phase finale de cette compétition, l'équipe guinéenne devrait quitter Conakry ce mardi 28 décembre 2021 pour un stage à Bassam au Rwanda.

Pour bien préparer sa participation à cette édition, l'équipe de Kaba Diawara effectuera un stage à Kigali avant de rallier le Cameroun. Pour le vice-président du comité de normalisation de la fédération guinéenne de football, toutes les dispositions sont prises afin que la délégation puisse quitter ce mardi. « Nous avons pris les responsabilités de partir du côté Bassam (Rwanda pour les préparatifs NDRL). Donc on s'est mis directement sur le dossier. Puisque c'est l'un des dossiers propriétaires que nous avons. La session des affaires courantes notamment la coupe d'Afrique des Nations avec l'équipe du ministère des sports. L'essentiel, il faut qu'ils (joueurs) rallient Conakry avec tout le staff technique. Nous avons un staff technique élargi qui comprend 22 personnes dont 21 sur le terrain et un

sera en observation à partir de l'extérieur pour pouvoir donner des avis différents. 22 joueurs (sur 27) sont déjà à Conakry depuis hier soir. Et ils s'apprentent avec la délégation à partir dans leur camp de base qui se situe à Kigali au Rwanda », souligne Sega Diallo.

A l'en croire, la délégation de la FEGUIFOOT est confrontée à un problème financier. A quelques heures du départ, la délégation n'a encore reçu aucune notification par rapport à la demande du vol. Une situation qui inquiète plus d'un. Et par la même occasion, la délégation devrait également recevoir le tricolore national dans les mains du président de la transition cet après-midi. Mais pour Sega Diallo, rien n'est encore clair. « Jusqu'à date nous avons fait de demande notamment d'un vol pour rallier Kigali.



Malheureusement, pour l'instant nous n'avons pas une situation assez claire (...) Mais nous restons mobilisés toute l'équipe pour attendre les instructions de la haute autorité. On attend d'être situé et d'aller recevoir ce drapeau. (...) je pense que l'objectif d'une compétition chacun tient avec l'intention de gagner. L'équipe a été mentalement

préparée. Donc l'objectif est simple. C'est d'ailleurs les meilleurs résultats possibles. Aujourd'hui au niveau de l'équipe, on a une confiance à un entraîneur qui démarre. On est exigeant malgré tout cela, on exige au minimum en quart de finale. Pour nous au CONOR ça, c'est le minimum. Mais l'objectif qu'on soit à une

compétition, c'est d'aller chercher le trophée », a-t-il rassuré le lundi 27 décembre chez nos confrères de FIM Fm.

Pour rappel, la Guinée est logée dans la poule B en compagnie du Sénégal, du Zimbabwe et du Malawi.

Tidiane Diallo

Détournement présumé à la mairie de Siguirini

Le premier vice-maire sommé de rembourser un montant de 28 millions fg

Située à 150 km du centre-ville de Siguiri, la commune rurale de Siguirini a reçu une forte délégation en provenance de Conakry. C'est une équipe d'inspection qui séjourne actuellement dans la mairie. Objectif: comprendre le fonctionnement de cette commune rurale. Depuis un certain temps, 15 conseillers sur 29 ont souhaité un audit de ladite commune, tout en dénonçant la malversation financière du maire et la surfacturation des objets achetés au nom de la commune.



Située à 150 km du centre-ville de Siguiri, la commune rurale de Siguirini a reçu une forte délégation en provenance de Conakry. C'est une équipe

d'inspection qui séjourne actuellement dans la mairie. Objectif: comprendre le fonctionnement de cette commune rurale. Depuis un certain temps, 15

conseillers sur 29 ont souhaité un audit de ladite commune, tout en dénonçant la malversation financière du maire et la surfacturation des objets achetés au nom de la

commune.

C'est à l'issue de cette inspection qu'une affaire de 28 millions a été révélée, impliquant le premier vice-maire, Boukary Sacko. Un montant octroyé à la mairie par la délégation syndicale de la SMD. Surpris de la situation, le premier vice-maire Boukary Sacko a d'abord nié les faits qui lui sont reprochés. A la question de savoir s'il a reçu un montant total de 28500000 fg de la délégation syndicale de la SMD, le premier vice-maire Boukary Sacko a répondu qu'il ne sait rien de cette situation.

Mais quand les preuves

palpables ont été brandies, le premier vice-maire de la commune rurale de Siguirini, Boukary Sacko, a fini par reconnaître les faits.

Après avoir souhaité l'audit de la commune rurale de Siguirini, aujourd'hui, le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation a déployé une équipe d'inspection qui séjourne à la mairie. La situation reste tendue. Le premier vice-maire Boukary Sacko, après avoir reconnu les faits, a 24 heures pour retourner les 28 millions.

Affaire à suivre...7

Mediaguinee.com

Rapprochement entre Dalein, Faya, Mamadou Sylla et Cie

“Une opposition hétéroclite pour faire échouer la transition est à combattre”

Le lundi 27 décembre, au cours d'une réunion, Cellou Dalein Diallo, Mamadou Sylla, Faya Millimouno, Dr Ousmane Doré, Sékou Koureissy Condé et Cie ont décidé de conjuguer le même verbe face à la junte militaire.

“Nous sommes convenus de conforter cet élan de rassemblement. Premièrement, en restant tous ensemble, mobilisés pour la même cause. Deuxièmement, à nous réunir prochainement au siège de l'UFDG avec l'ensemble des composantes des partis politiques guinéens et définir les grandes lignes de ce qui va être la conduite ou les propositions de la classe politique guinéenne pour l'accompagnement de la transition”, avait souligné Sékou Koureissy Condé au sortir de la rencontre.

Contacté par VisionGuinee, le porte-parole de l'Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie (ANAD) salue la synergie d'actions des politiciens, tout en émettant des réserves. “Pour nous, l'unité de la classe politique pour la réussite de la transition est bonne chose mais une opposition hétéroclite pour faire échouer la transition est à combattre, car l'ANAD n'envisage pas cette option”, souligne-t-il.

Keamou Bogola Haba rappelle que depuis le 6 septembre, “l'ANAD est

dans une philosophie intelligente d'accompagnement de la transition malgré que nous ne sommes pas dans les instances de la gouvernance de la transition et nos désaccords par rapport à l'absence de dialogue, au retard dans la mise en place du CNT et à la fixation de la durée de la transition”.

“Comme nos frères politiques semblent partager cette philosophie pacifiste et de sagesse de l'ANAD, ils ont décidé de nous rejoindre dans nos démarches sous le leadership du président de



l'ANAD, Cellou Dalein Diallo. Nous les accueillons à bras ouverts et cela dans l'intérêt de la transition que conduit le colonel Mamadi

Doumbouya avec sagesse et prudence depuis le 5 septembre 2021”, rassure M. Haba.

VisionGuinee.Info

Billet

Le pouvoir corrompt. Cela est si vrai que la plupart des chefs d'Etat ne peuvent y échapper. En tout cas, Sékou Touré, ce héros de l'indépendance guinéenne ne fut-il pas en même temps l'un des pires dictateurs de l'Afrique indépendante ?

Walaoulou BILIVOGUI

Mise en place du CNT

Un allié de Dalein accuse le CNRD de "retarder les choses"

Le président de l'Union démocratique du progrès et du renouveau (UDPR) estime que le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) retarde la mise en place du Conseil national de la transition. Plus de trois mois après la chute brutale d'Alpha Condé, Dr Edouard Zotomou Kpoghomou assure que la transition n'a pas véritablement démarré jusque-là.



"Rien ne justifie le retard dans la mise en place du CNT. Quand on fait une offre pour un poste, on établit des critères, mais le CNRD ne l'a pas fait. Il a juste dit de déposer les dossiers de candidatures. Aujourd'hui, c'est une confusion qui est là et cela ne nous arrange pas", déclare Dr Edouard Zotomou Kpoghomou.

Avant de poursuivre : "Si la classe politique n'avait pas eu une solution dans le partage des 15 places, le CNRD allait l'accuser. Heureusement que nous avons trouvé un accord. Tant qu'il n'y aura pas de CNT et les autres institutions, on ne saura pas

la durée de la transition".

Cet allié de Cellou Dalein Diallo et membre de l'ANAD assure que contrairement à ce qui se dit, la transition n'a jusqu'à présent pas démarré.

"Il y a des signes qui montrent une volonté du CNRD de retarder les choses. Nous soutenons la junte militaire et nous espérons le retour rapide à l'ordre constitutionnel. Mais il faut dire que la transition n'a jusqu'à présent pas démarré", laisse entendre ce candidat recalé à l'élection présidentielle de 2020.

Aïssatou DIALLO

Le Démocrate

Votre hebdomadaire de tous les mardis

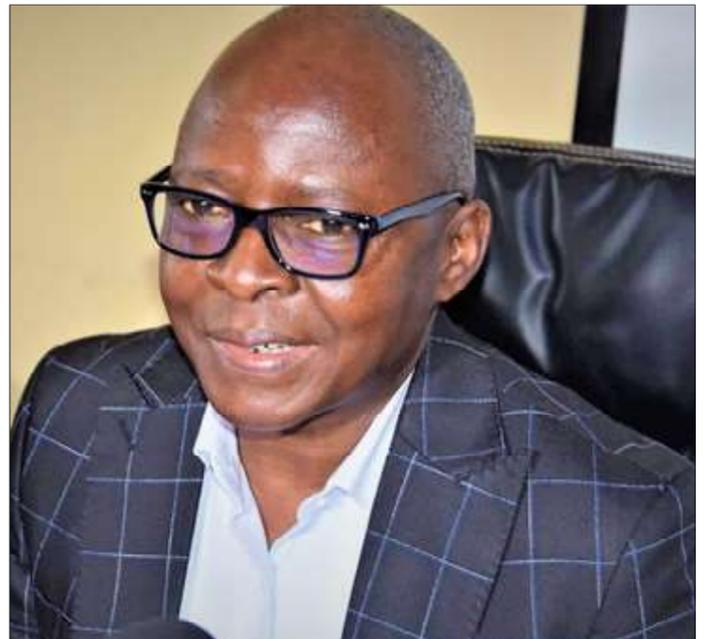
Fonction publique

Le recrutement se fera en fonction des besoins de chaque département (Julien Yombouno)

Après la mise à la retraite de plus de 6 500 fonctionnaires de l'Etat, le ministère du travail s'achemine vers le recrutement de 8 000 nouveaux agents.

Mais déjà, le ministre Julien Yombouno prévient que les choses ne vont plus se passer comme avant. Les recrutements se feront en fonction des besoins. Ceci, pour éviter que des gens soient recrutés et qu'ils ne puissent pas être postés. Comme c'est le cas actuellement des 12 000 agents qui perçoivent leurs salaires, alors qu'ils sont inactifs.

« Nous n'allons plus recruter des gens sans tenir compte de la demande des ministères qui en ont besoin. Nous avons demandé aux différents ministères d'actualiser les besoins, pour que nous puissions faire des recrutements à la carte à géométrie variable en fonction des besoins de



chaque ministère», a-t-il dit en substance.

A rappeler que dans un communiqué publié mardi après-midi, le ministre a mis

en garde les citoyens qui prétendent avoir des matricules en leur possession.

Mosaiqueguinee.com

Plainte contre des cadres du ministère de la santé

« Qu'on arrête cette entreprise de discrédit dirigée contre d'honnêtes cadres » (Me Traoré)

La plainte du syndicat des pharmaciens de Guinée contre deux hauts cadres du ministère de la santé et de l'hygiène publique est loin de connaître son épilogue.

En réaction à la dernière sortie médiatique de Dr Manizé Kolié qui annonce que les parties attendent la fixation du procès, Me Mohamed Traoré se porte en faux contre cette déclaration.

L'avocat de l'inspecteur général de la santé et du directeur national de la pharmacie au ministère de la santé et de l'hygiène publique dénonce une campagne de discrédit contre ses clients.

« Pour qu'on parle de procès il faut que le juge d'instruction, par une ordonnance, renvoie les

inculpés (les mis en examen) devant la juridiction de jugement. On en est loin encore. Le juge d'instruction n'a même procédé à une confrontation pour le moment alors que dans ce dossier, celle-ci est indispensable à la manifestation de la vérité. Tout ce que je peux vous dire à cette étape de la procédure, c'est que les deux hauts responsables du ministère de la Santé que je défends ont agi conformément à des instructions qu'ils ont reçues et sur la base de décisions administratives. Ces

décisions ont été communiquées au magistrat instructeur. À aucun moment, ils ne se sont rendus coupables de complicité d'exercice illégal de la profession de pharmacien. Et personne ne peut prouver le contraire. Qu'on arrête cette entreprise de discrédit dirigée contre d'honnêtes cadres dont le seul tort a été d'empêcher que des dommages soient causés à des citoyens par l'État lui-même », a-t-il lancé dans un entretien téléphonique.

Mosaiqueguinee.com

DG ANSS

« on a proposé des mesures et actions urgentes à prendre dans le cadre du contrôle de cette nouvelle situation »



Face au rebond de la maladie de Covid-19, le directeur général de l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) annonce la réactivation de toutes les commissions mises en place dans le cadre de la lutte.

Professeur Fodé Amara Traoré, justifie cette décision par le relâchement notamment des mesures barrières.

« Nous avons constaté que les voyants qui étaient au vert ont commencé à tourner au rouge, c'est-à-dire l'augmentation du nombre de cas positifs sur les tests effectués, l'augmentation du

nombre de lits dans les centres de traitement épidémiologique; donc avec cette situation, on a proposé des mesures et actions urgentes à prendre dans le cadre du contrôle de cette nouvelle situation; donc nous avons décidé de réactiver toutes les commissions qui interviennent dans la lutte contre la covid-19», a-t-il indiqué.

A noter qu'à date, la Guinée compte selon les dernières nouvelles autorités sanitaires près de 200 cas de covid-19.

Al Hassan Djigué

Avis

Pour vos avis, annonces et publicités, Publireportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

La Guinée qui bouge

Le grand malaise de Satan le malin (Par Habib Thiam)

Les images en font foi. Et ceux qui ont du mal à assumer leur forfaiture d'hier en sont troublés. Main dans la main pour reprendre les termes d'un citoyen tout heureux, le Président de la transition Colonel Mamadi Doumbouya et le Premier ministre Chef du Gouvernement Mohamed Béavogui viennent de lancer la campagne accélérée de vaccination contre le Covid-19 à Coyah, l'autre préfecture qui sous le bruit des bottes a soufflé le chaud et le froid dans un passé récent plein d'amertume à l'image du pays tout entier.



Il suffit d'un petit « RIEN » pour qu'en Guinée l'on se mette à jouer allègrement avec la vie de la nation à laquelle est agrippée celle de tout un peuple, cet appât politique longtemps livré à lui-même pour satisfaire l'appétit d'un groupuscule qui s'arrogeait tout. Et comme la roue tourne, comme le temps n'est jamais figé, puisque le destin est divin, seul Satan se croirait le seul maître du monde.

Plus rien ne sera désormais comme avant malgré les petits couacs. Il y a de quoi espérer quand l'espoir pointe déjà à l'horizon. Plus forts il y a peu, ces grands frustrés du moment pour ces privilèges incommensurables perdus à jamais, auront-ils le temps d'arrêter la machine des réformes entamées par nos braves soldats?

Le débat sur notre aéroport rebaptisé a montré toutes ses couleurs. Ceux à qui profitent le désordre en ont fait une récupération, prétextant que le Chef de l'Etat et son Premier ministre

« mécontent », ne tarderont pas à divorcer au moment où la Guinée a plus que besoin d'eux comme elle a besoin de tous ses fils au bon teint et de bonne mœurs.

Que le duo Béavogui et Doumbouya ne cède à l'extrémisme. Chaque obstacle doit leur rappeler le contexte guinéen. Tant qu'ils feront bien ils feront mal aux enfants gâteux. Heureusement que le Conseil National du Rassemblement pour le Développement est guinéen et semble tirer les leçons du passé pour être mieux préparé face à ce qui l'attend. Dès le départ il a su démonter la machine en panne et changer la plupart de ses pièces. C'est assurément la renaissance.

Grâce à Dieu et sous la férule du Colonel Mamadi Doumbouya, la pendule se remet à l'heure pour éviter à mon cher pays d'être ce qu'un proverbe Pular appela « Adi Sakkiti ». Acquis sous la ferveur en 1958 l'indépendance guinéenne a

marqué ses 63 ans en 2021 avec beaucoup d'incertitudes.

Sur fond de divisions et de discriminations, d'adversité et de jalousie débordantes, le parcours est demeuré précaire mais jamais il ne saurait être une éternité pour tous ces Guinéens victimes d'abus dans un contexte où la patience était presque devenue l'unique solution. C'est un peuple qui a bien pu « serrer la ceinture » jusqu'au seuil.

C'est à peine qu'il se fit briser les reins lorsque le (CNRD) est venu à sa rescousse. Plus jamais il n'est permis à ce pays d'être à la traîne. J'ose y croire, appelant vivement les autorités de la transition à poursuivre la dynamique dans un front commun. En avant mon Colonel Président, Monsieur Béavogui et son gouvernement sont avec vous !

Habib Thiam

Santé... Santé... Santé...

Infarctus digestif

Quels sont les symptômes ?

L'infarctus digestif est l'équivalent digestif de l'infarctus du myocarde ou de l'accident vasculaire cérébral, pourtant il est bien moins connu et souvent beaucoup plus grave. Le point avec le Pr Olivier Corcos, gastro-entérologue.



L'infarctus digestif (ou intestinal) correspond à la souffrance de l'intestin en raison d'une obstruction d'un de ses vaisseaux. Même cas de figure que l'infarctus du myocarde ou que l'accident vasculaire cérébral, pourtant l'infarctus digestif est bien moins connu et souvent beaucoup plus grave. Insuffisamment irrigué, le tube digestif se nécrose et finit par mourir. Le point avec le Pr Olivier Corcos, gastro-entérologue, responsable à l'hôpital Beaujon de Clichy (APHP), de la Structure d'URgences Vasculaires Intestinales (SURVI), seul service dédié à la prise en charge des infarctus digestifs, encore difficiles à diagnostiquer et à traiter.

Qu'est-ce que l'infarctus digestif ?

L'infarctus digestif est un accident vasculaire de l'intestin. Il toucherait 10 000 personnes chaque année en France selon la société nationale française de gastro-entérologie. «L'artère (ou une veine dans 20% des cas) est bouchée, le tube digestif est alors privé d'un apport de sang suffisant. Il s'asphyxie, noircit et pourrit si le patient n'est pas rapidement pris en charge»,

explique Pr Oliver Corcos. Le plus souvent, c'est l'artère mésentérique supérieure qui est partiellement ou totalement, obstruée.

Il s'agit d'une urgence absolue. «A partir du moment où l'artère est bouchée, on est face à compte-à-rebours de quelques heures. Durant ce laps de temps, l'intestin nécrose et les bactéries présentes dans le tube digestif envahissent l'organisme et entraînent le décès», précise le gastro-entérologue.

Olivier Corcos distingue deux formes d'infarctus digestifs :

- L'infarctus digestif survenant après une ischémie mésentérique chronique : «également appelé angor mésentérique, il s'agit de l'occlusion complète ou partielle de plusieurs artères du tube digestif. Les artères s'encreassent progressivement. Au bout d'un moment, si le l'angor n'est pas diagnostiqué, le patient est alors victime d'un infarctus digestif», explique Olivier Corcos.

- Dans la forme aiguë, l'une des artères qui irriguent le

système digestif se bouche sans qu'il y ait eu de signes avant-coureurs. »Le sujet va bien, soudainement une douleur survient puis l'intestin s'asphyxie, noircit et finit par pourrir», décrit le spécialiste.

Quelles sont les causes de l'infarctus digestif ?

Les causes les plus fréquentes sont :

- les maladies cardiaques emboligènes : «L'arythmie, les antécédents d'infarctus, les maladies des valves... il s'agit de pathologies qui favorisent la survenue de caillots qui vont migrer à partir du cœur dans l'une des artères issues de l'aorte, comme les artères digestives et qui provoquent une embolie».

- Les maladies athéromateuses : «L'athérome est cette plaque de cholestérol qui encrasse les artères à tel point que le sang ne passe plus ou qu'une thrombose aiguë apparaît sur une de ces plaques. Plusieurs maladies sont à l'origine d'athérome ; le diabète, l'hyper-cholestérolémie, la tension artérielle, les antécédents familiaux, le tabac...»

Les causes rares :

- La déchirure d'une artère digestive par dissection
- L'accident vasculaire traumatique
- Une tumeur invasive qui finit par obstruer une artère ou une veine mésentérique
- «Chez des patients en réanimation, souvent en état de choc, le débit artériel n'est pas assez puissant pour suffisamment vasculariser l'intestin. Faute d'une pression sanguine assez élevée, l'intestin risque de souffrir et se nécroser», explique Olivier Corcos.

Quels sont les symptômes ?

Dans le cas d'une ischémie mésentérique chronique, le patient a de plus en plus mal au ventre après les repas. Il peut aussi vomir ou souffrir de diarrhée. «De manière quasi-systématique, on observe un changement des habitudes alimentaires. Les personnes se nourrissent en petite quantité ou sautent un repas ou fractionnent les repas. Il y a une peur alimentaire et une perte de poids», souligne Olivier Corcos.

Dans les formes aiguës, le patient ressent une douleur abdominale très intense. «Ils viennent aux urgences ou y sont amenés, car la douleur est insupportable et nécessite de la morphine pour la soulager».

Comment pose-t-on le diagnostic ?

Actuellement seul un scanner abdominal injecté artériel (injection d'un produit de contraste pour voir les artères) permet de poser le diagnostic. «Si lors du scanner, on ne regarde pas les vaisseaux ou si on ne regarde que les veines et pas les artères, alors on ne pourra pas sauver le patient», déclare le Pr. Corcos qui regrette que cela arrive encore trop souvent dans les hôpitaux.

Il ajoute : «Dans la forme aiguë d'un infarctus digestif, il faudrait prendre en charge le patient dans les six heures. Pour les patients qui souffrent d'une ischémie mésentérique chronique, on a le temps, mais encore faut-il poser le bon diagnostic. Cela consiste là encore à observer les artères lors d'un angioscanner abdominal».

Quelle prise en charge ?

En amont de l'infarctus digestif, pour les ischémies mésentériques chroniques, le traitement consiste à désobstruer l'artère par angioplastie, avec la pose de stent, ou par pontage.

Pour les ischémies mésentériques aiguës, sans prise en charge adaptée, le taux de mortalité s'élève à 100 % après un infarctus digestif. «Si on a posé le bon diagnostic, au bon moment, avant la nécrose de l'intestin, la prise en charge consiste à revasculariser le système digestif, en débouchant l'artère de façon mécanique ou médicamenteuse, voire même à retirer une petite partie de l'intestin», explique notre expert.

Outre la vie du patient, il s'agit également de sauver son intestin. «Retirer une grosse partie de l'intestin – la résection intestinale étendue - lui sauvera la vie mais vivre avec un intestin court mettra le patient en danger par la suite», note Pr Olivier Corcos. Il faut donc intervenir suffisamment tôt pour pouvoir traiter l'artère bouchée et non pas sa conséquence, l'intestin nécrosé.

Olivier Corcos est responsable du dispositif SURVI (Structure d'URgences Vasculaires Intestinales) à l'hôpital Beaujon de Clichy, qui a mis au point un protocole unique en France pour la prise en charge de ces patients. Elle consiste en une action rapide et coordonnée de plusieurs spécialistes : urgentistes, radiologues, réanimateurs, gastroentérologues, chirurgiens vasculaires et digestifs.

Pour Olivier Corcos, il faudrait qu'un tel protocole - une intervention avant la nécrose de la quasi-totalité de l'intestin et une revascularisation optimale - puisse essaimer ailleurs en France. «Il s'agit de l'une des premières urgences abdominales, il est important d'améliorer sa prise en charge», conclut notre expert.

Topsante

Sénégal

Retour du poste de Premier ministre : l'UA a bon dos

La désignation d'un Premier ministre est attendue dans les prochaines semaines au Sénégal. Un rétablissement de poste non dénué d'arrière-pensée, qui illustre aussi l'incapacité du pays à définir le type de régime qui lui conviendrait.



Le président Macky Sall, comme raison essentielle pour rétablir le poste de Premier ministre au Sénégal, a mis en avant ses futures charges de président en exercice de l'Union africaine (UA). Cet

élément de langage est depuis, repris en boucle par ses affidés et collaborateurs, sur toutes les antennes médiatiques.

La fin du « Fast Track »

En effet, à partir du 1^{er} janvier 2022, le président sénégalais

sera le visage de l'organisation continentale. Pour une année. Est-ce à dire qu'il fait revenir un Premier ministre seulement pour une année ? Certainement pas.

Président en exercice de

l'OUA entre 1985 et 1986, Abdou Diouf n'avait pas eu besoin de s'adjoindre les services d'un Premier ministre

Ledit Premier ministre sera nommé en janvier prochain, après les élections locales du 23, a indiqué Macky Sall. Le prétexte UA paraît insuffisant. Entre 1985 et 1986, le président en exercice de ce qui était encore l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Abdou Diouf, n'avait pas eu besoin de s'adjoindre les services d'un Premier ministre, alors même que son mandat avait été intense, avec notamment des voyages incessants dans les pays de la ligne de front – à savoir les pays d'Afrique australe frontaliers de l'Afrique du Sud sous le régime honni de l'apartheid. Certes, lorsque Abdou Diouf rempilera à la présidence de l'OUA en 1992, le poste de Premier ministre aura été créé entre temps, mais pas pour les raisons avancées par Macky Sall.

L'actuel chef d'État a supprimé le poste de Premier ministre, juste après sa réélection en février 2019, arguant que cela lui permettrait d'aller plus vite. Il pouvait notamment accélérer la cadence de mise en place des politiques publiques, du travail des ministres et des directeurs des sociétés publiques, une stratégie qu'il a nommée *Fast Track* et qui, visiblement, serait passée de mode.

Le président sénégalais se devait de rétablir le poste de Premier ministre, et, depuis un an, ne cessait de rechercher la meilleure fenêtre de tir

Macky Sall fait revenir un Premier ministre pour les mêmes motifs que Diouf en 1991 : mettre un fusible entre lui et son opposition vibronnante. Et se poser en arbitre du jeu au-dessus de la mêlée politique, y compris des « *chicayas* » de son propre camp. En 1991, le président Diouf y avait été contraint après la mise en place d'un gouvernement de majorité présidentielle élargi.

Avec le nouveau gouvernement nommé par Macky Sall en novembre 2020, dans lequel

siègent des représentants du parti d'Idrissa Seck, son meilleur adversaire – lui-même nommé à l'époque à la tête du Conseil économique, social et environnemental (CESE) –, le président sénégalais se devait de rétablir le poste de Premier ministre, et, depuis un an, il ne cessait de rechercher la meilleure fenêtre de tir. D'autant qu'en face, dans une opposition radicalisée, Ousmane Sonko et consorts donnent des coups de boutoir. Une opposition qui a décidé de faire des élections locales de janvier 2022 et des élections législatives de juin 2022 des tours de chauffe intenses en vue de la présidentielle de février 2024. La tranquillité du palais de l'avenue Senghor à Dakar vaut bien un Premier ministre.

Crise de transition

Au total, cette valse-hésitation – avec Premier ministre, sans Premier ministre et à nouveau avec – renseigne surtout sur la crise de transition ontologique du régime politique sénégalais. Avec le mandat présidentiel et celui des députés qui sont désormais de durée égale (cinq ans), il va bien falloir trancher et choisir un modèle politique.

Soit le Sénégal adopte un régime résolument présidentiel, avec un chef d'État et un vice-président, mais sans Premier ministre. Soit il adopte un régime parlementaire, avec un Premier ministre qui fixe et conduit la politique de la nation, issu du parti ou de la coalition majoritaire, et un Président de la République honorifique élu par les membres de l'Assemblée nationale et dont le rôle sera celui de figure morale. Et celui d'inaugurer les chrysanthèmes... Comme au Portugal ou en Grèce. Dans le deuxième cas de figure, la population sénégalaise qui est d'essence royaliste, et qui désigne le pouvoir du Président du nom wolof de « 'Nguur' » (royauté), y retrouvera sans nul doute ses petits.

Par Ousseynou Nar Guèye

**Éditorialiste sénégalais,
fondateur du site
Sentract.sn**

Covid-19

Les anticorps monoclonaux seraient inefficaces contre Omicron

Les anticorps monoclonaux sont utilisés pour combattre le Covid-19 chez les patients infectés par le coronavirus. Mais le variant Omicron diminuerait drastiquement leur efficacité.

Les traitements contre le Covid-19 ne sont pas nombreux : à l'heure actuelle, l'espoir n°1, ce sont les anticorps monoclonaux. Administrés suffisamment tôt aux patients infectés par le coronavirus SARS-CoV-2, les anticorps monoclonaux empêchent l'aggravation des symptômes ; ils sont notamment indiqués pour les patients qui présentent un risque accru de forme grave de Covid-19 (patients immunodéprimés, greffés...).

Oui mais voilà : le variant Omicron du coronavirus SARS-CoV-2 (qui est en pleine progression en France) a rebattu les cartes. Ce vendredi 24

décembre 2021, l'agence de recherche ANRS/Maladies infectieuses émergentes a ainsi annoncé que le Ronapreve (casirivimab-imdevimab) n'a « plus d'activité significative contre le variant Omicron ».

Certains anticorps monoclonaux conservent une efficacité... largement diminuée

Même conclusion pour deux autres traitements par anticorps monoclonaux : le Regdanvimab (du laboratoire Celltrion) et le Bamlanivimab/Etesevimab (du laboratoire Lilly) « n'ont plus d'activité significative contre le variant Omicron ». Une bonne nouvelle quand

même : d'après l'ANRS, le Xevudy (Sotrovimab) et le Evusheld (Tixagevimab et Cilgavimab) « conservent une activité neutralisante » contre le variant Omicron, avec seulement une « baisse d'activité (...) modérée ».

Selon les experts, ces traitements seraient (respectivement) 4 fois moins et 13 fois moins efficaces contre Omicron que contre d'autres variants du coronavirus SARS-CoV-2. Ces deux traitements sont autorisés en France : ils sont notamment prescrits en prévention des formes graves du Covid-19 chez les patients immunodéprimés.

Topsante

L'harmattan et ses effets nefastes sur la peau (Par Dr Traoré, dermatologue)

Après la période de forte chaleur ayant secouée la Guinée (Conakry), nous vivons actuellement un moment de pause avec l'apparition d'un vent sec et poussiéreux accompagné des températures froides le matin : HARMATTAN.



infections et aux maladies. L'inconfort est plus important et s'accompagne de douleurs chez des personnes souffrantes d'affection chroniques comme l'Eczéma et le psoriasis.

Les ravages de la faible humidité atteignent les cheveux, les lèvres, les talons et même les ongles qui deviennent ternes, facilement cassants et difficiles à gérer.

Devant ce désastre, des mesures de protection de la peau s'imposent :

Nous recommandons fortement l'utilisation du beurre de karité qui confère à la peau une hydratation de l'intérieur tout en puisant l'humidité de l'extérieur assurant ainsi une peau douce et lisse toute la journée.

A côté de cette mesure thérapeutique, nous recommandons à la population de boire régulièrement de l'eau pendant cette période. Plus de 3 litres d'eau bu par jour est très utile.

Enfin, la propriété doit être renforcée en raison de la poussière et de la sécheresse associées à l'harmattan.

Dr Traoré, Dermatologue

Billet

« Vivre au jour le jour, voilà la définition du prolétaire », a écrit Gilbert Cesbron, écrivain français du XX^e siècle. Ce constat d'une triste réalité peut se faire sous tous les ciels et dans tous les temps. A retenir cependant que la majorité des prolétaires d'aujourd'hui se trouve dans les pays du Sud, notamment en Afrique.

Walaoulou BILIVOGUI

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Flambée des prix, risques de pénuries...

Un Noël africain hors de prix

En cette fin décembre, les médias africains rejouent leur « marronnier » : la vie chère en période de festivités. Et cette année, le Covid-19 s'invite à la fête...



« Pour les fêtes, cette année, tout est plus cher ». Entendue à tous les coins de marchés, à l'approche de Noël et de la Saint-Sylvestre, la phrase semble du même acabit que « y a plus de saison » ou « tout fout le camp, ma bonne dame ». Vaines incantations de nostalgiques qui semblent découvrir, avec une naïveté sans cesse renouvelée, que la rugosité des prix est intrinsèquement liée à la spéculation elle-même liée aux célébrations de fin d'année ? Une revue de presse rétrospective édifierait. Mais qu'importe. Puisque l'esprit des travailleurs n'est déjà plus à leurs taches, les médias appuient là où ça fait mal : la dèche de janvier – fameuse « janviose » – pourrait débiter avant même le passage à l'année nouvelle...

De façon générique, des reportages évoquent, par exemple, la flambée des prix en Côte d'Ivoire, à l'approche de Noël, et ceci dans des secteurs de consommation assez différents. La fête de la nativité rimant largement avec son dérivé commercial en mode « papa Noël », des articles évoquent le marché des jouets réservés à des enfants qui ne manqueront pas de comparer ce qu'ils ont reçu avec les présents offerts à leurs camarades. Des émissions s'attardent, elles, sur le renchérissement des « sapes » des adultes, sans lesquelles une fête ne saurait être une fête...

En Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Sénégal, on observe une envolée des prix de la viande dépassant 10 %

Pénurie de poulets ?

En matière de denrées alimentaires – une festivité se doit de malmener la sous-ventrière –, l'Institut national de la statistique ivoirienne (INS) observe, entre 2020 et 2021, une envolée des prix dépassant les 10 % pour les chairs animales. Même

son de cloche, du Cameroun au Sénégal. Le gallinacé, en particulier, deviendrait-il un Graal ? Au pays de la Teranga, la hausse des prix de la volaille pourrait même laisser la place à une pénurie de poulets, si l'on en croit le site senenews qui a interrogé des vendeurs du marché Castor qui soutiennent, eux, que « les prix restent toujours les mêmes », entre 2 500 et 3 000 francs CFA pour des poulets de chair.

La menace de la pénurie n'est-elle que le leurre brandit par des commerçants qui garderaient des gallinacés sous le coude, jusqu'aux derniers instants d'une éventuelle spéculation tarifaire ? La nouveauté de 2021 pourrait être l'impact de la crise sanitaire et le tassement économique induit. Là encore, le ressenti plus moins objectif des acteurs de bout de chaîne mériterait une analyse macro-économique plus pointue. Et si le secteur des poulets a survécu à la grippe aviaire, il devrait surmonter une maladie associée aux chauves-souris et aux pangolins...

Et puis, après tout, Noël ne fait pas référence à l'épisode biblique des noces de Cana et la bombance exubérante d'un miracle de Jésus. La fête de la nativité renvoie à l'extrême dénuement dans lequel ledit Jésus est venu au monde. Le berceau du Messie était une mangeoire, mais vide. Par solidarité, les croyants du XXI^e siècle devraient-ils se contenter d'une aile de poulet ? Pas très réjouissant, quand on constate déjà que les deux fêtes du 25 décembre et du 1^{er} janvier tombent, cette année, des samedis. Même dans les pays où l'État accorde un lundi férié, en cas de festivités dominicales, il n'y aura aucun repos à grappiller...

Par Damien Glez

Dessinateur et éditorialiste franco-burkinabè

GUINEE CONAKRY
1XBET

**PARIS
SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

18 Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

**PARIS SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

18 Jouons responsable